

pour les heures supplémentaires entre minuit et la reprise du service des tramways, et majoration de 25 % pour les heures normales effectuées en équipe de nuit.

#### Pass de service restreint

La Compagnie aurait pu, avec le personnel dont elle dispose, faire sortir quelques voitures. Elle ne l'a pas fait pour se conformer à l'indication que lui a donné M. Salengro, maire de Lille.

#### La grève sera-t-elle longue? Peut-être

Les salariés parés au personnel des tramways, ajoute notre interlocuteur, sont plus élevés que ceux payés dans l'industrie privée. Ce qui a été offert hier est un maximum. En aucun cas, il ne sera dépassé.

A moins que le public n'en supporte les frais?

La Compagnie ne le demandera pas. Et la Ville non davantage.

Alors, la grève pourrait être longue?

C'est possible.

Souhaitons que cette prévision ne se réalise pas.

#### Tableau de comparaison des salaires

	1 <sup>re</sup> Receveurs, agents du mouvement, repos payé	2 <sup>me</sup> Receveurs, agents du mouvement, repos payé	3 <sup>me</sup> Receveurs, agents du mouvement, repos payé
Salaires nettoies	19,15	23,44	22,05
Salaires après 6 mois... 19,70	25,40	22,55	
Titulaires après 1 an... 20,45	26,75	23,85	
Titulaires après 2 ans... 21,10	27,65	24,20	
Titulaires après 7 ans... 21,10	27,65	23,90	
2 <sup>me</sup> Ouvriers (salaire par heure de travail)	2,55	3,41	2,83
Maîtrises ..... 2,75	3,60	3,05	
Ouvriers ..... 3,15	4,32	3,50	

Remarques: Pour tout le personnel de l'Électricité R.R.T. (Mongy, qui n'est pas en grève), ces salaires sont payables tous les jours, repos hebdomadaires compris et constituent des minima, mais pour les agents, autres que ceux, Receveurs et Wattmen.

Pour les Receveurs et Wattmen de la Compagnie des Tramways de Lille (grévistes), ces salaires sont payables tous les jours, repos hebdomadaires compris. Tous les autres agents ces salaires constituent des minima, et le repos hebdomadaire n'est pas payé.

#### La Chambre continue la discussion sur l'aviation militaire

Paris, 10 juin. — M. Herriot ouvre la séance à 15 h. 30.

#### Ceux qui auraient voté les 42.000 francs

Parlant sur le procès-verbal, M. Cayrel, député socialiste de la Gironde, lit une déclaration aux termes de laquelle MM. Basly, Beauvillain, César, Bernard, Boudet, Bouisson, Breton, Briffaut, Camavel, Caprasse, Caïrol, Chastel, Chauzy, Chassay, Coquelin, Coste, Dénat, E. G. R., Fénelon, Gerhard, Gaudin, H. Tessier, J. Martin, Labatut, Léon Escotier, Cluzel, Marquet, Mistral, Moutet, Nadi, Paul Boncour, Paul Constant, Plet, Ponard, Reyraud, Spinasse, Thivrier, Tilley, Valière, Bouvier, Calmon, Comère-Morel, Peirots, Leconin et Rémy Roux, tous socialistes, n'ont pas pris part au scrutin public sur le relèvement de l'indemnité parlementaire, affirmant que «ils avaient été pressés, ils auraient voté pour le relèvement avec l'ensemble du groupe socialiste».

#### M. Leuchter fait la même déclaration.

**Fédération Nationale Catholique**

#### Section diocèse de Lille

#### FILM CINÉMATOGRAPHIQUE de la GRANDE MANIFESTATION DU 30 MAI A MARCQ-EN-BAROEUL

Le secrétaire général de la F.N.C., fait savoir aux Unions paroissiales que le film de la grande manifestation catholique du 30 mai est à leur disposition au Secrétariat, 60, rue de la Barre, à Lille.

Ce film, qui est très réussi, a une longueur d'environ 170 mètres, et sera joué 20 fr. par séance. Il appartient à ceux qui le désirent de le demander au moins huit jours d'avance.

#### Le Congrès national des voyageurs et représentants de commerce va se tenir à Limoges

La Fédération nationale des syndicats de voyageurs, représentants et placières du commerce et de l'industrie, qui compte en France 52 syndicats réunissant plus de 25.000 adhérents, et à ce titre, parle et agit au nom de toute la corporation, tiendra cette année son congrès à Limoges, les 17, 18 et 19 juin.

Cette manifestation professionnelle est organisée par le syndicat des voyageurs de Limoges, avec le concours de la municipalité, de la Chambre de commerce et du Conseil général de la Haute-Vienne; cette consultation qui aura un grand retentissement, peut être considérée comme les Etats généraux de la corporaction.

Cinq Commissions se partageront l'étude des questions:

1<sup>re</sup> Législation: salaires, pente, indemnité de clientèle;

2<sup>me</sup> Améliorations pour l'exercice de la profession: chemins de fer, automobiles, carte d'identité, P. T. T.

3<sup>me</sup> Vœux divers: enseignement professionnel, vote par correspondance, hôtels, etc.

4<sup>me</sup> Administration fédérale: révision des statuts, projets de réorganisation de l'administration fédérale et de zone d'action; orpaillage; 5<sup>me</sup> Prophomie, commissions d'arbitrage, codes de travail et de procédure civile, usages et coutumes.

L'ouverture du congrès sera présidée par M. Béroulli, sénateur-maire de Limoges.

Vendredi, à 10 h. 30, aura lieu la conférence des conseillers prud'hommes de France.

Le banquet de clôture sera présidé par M. Edouard Herriot, président de la Chambre des députés, qui fut longtemps président du groupe des marchés qui l'a adopté à l'unanimité.

La discussion générale est close. On passe à la discussion de l'article unique de la proposition de résolution.

#### Une contre-proposition adoptée

Le Président donne lecture d'une contre-proposition de M. Guillaumou, par laquelle il serait constitué une commission de 30 membres désignée par les commissions des Finances, de l'Armement, de la Marine, des Travaux publics, des Colonies, des Marchés et Spéculations. Cette commission aurait pour mission de présenter avant

la fin de l'année une proposition de loi sur l'application de l'accord de Paris.

Le congrès sera présidé par M. Franklin-Bouillon, le directeur de la Chambre des députés.

#### LE PROJET DE LOI SUR les assurances sociales au Sénat

Paris, 10 juin. — La Commission d'hypothèque, d'assistance, d'assurance et de prévoyance sociales, discute les demandes de modifications dont elle a été saisie relativement au projet de loi sur les assurances sociales. Elle a entendu le rapport supplémentaire du docteur Chauveau sur ces diverses modifications. Les solutions suivantes ont finalement été arrêtées:

Le chiffre limite pour l'assurance obligatoire a été maintenu à 12.000 fr., surtout en raison de ce que le maximum se trouve porté à 14.000, 16.000, 18.000 et même davantage, selon le nombre des enfants à la charge de l'assuré. Les métayers demeurent dans l'assurance facultative. Le délai de carence n'a pas été modifié. Les soins médicaux et pharmaceutiques aux invalides pourront être continués au-delà de 5 ans. L'assurance-chômage est renforcée dans ses principes, plus nettement séparée des autres risques, quant aux ressources et aux charges et dotée d'une sous-section spéciale au Conseil supérieur des assurances sociales.

#### LA COMMISSION SENATORIALE déclare irrecevable la demande de poursuites contre M. Poincaré

Paris, 10 juin. — M. Franklin-Bouillon, interrogé dans les couloirs de la Chambre sur ses intentions, a déclaré qu'il n'avait pas renoncé à sa demande d'interpellation sur la politique générale. Il s'est entretenu à ce sujet avec M. Aristide Briand, et doit pourvoir prochainement, c'est-à-dire dans la

suite ou demain, cette conversation avec le président du Conseil.

M. Franklin-Bouillon a précisé à nouveau que son intervention ne marquerait aucune hostilité à l'égard du Gouvernement.

#### UN DRAME A LA SORTIE DU TRIBUNAL CORRECTONNEL A PARIS

Un cours d'une discussion entre Géorgiens, à Paris, le directeur de l'«A. Géorgie Nouvelle» et le blessé mortellement.

Paris, 10 juin. — Devant la 11<sup>e</sup> chambre correctionnelle comparisionnant, ce vendredi midi, quatre jeunes gens de nationalité géorgienne, poursuivis pour coups et blessures au cours d'une rixe qui les avait mis aux prises avec des compatriotes d'opinions politiques différentes.

Vers 16 heures, après la levée de l'ancien, les deux plaignants et les quatre inculpés se sont rencontrés dans des Orfèvreries où une nouvelle discussion s'est élevée. Trois coups de revolver ont été tirés.

M. Veshapeli, directeur du journal «La Géorgie Nouvelle», qui est partie civile dans le procès, a été blessé et transporté aussitôt à l'Hôtel-Dieu où il est décédé peu après.

LA SITUATION POLITIQUE

L'interpellation de M. Franklin-Bouillon

Paris, 10 juin. — M. Franklin-Bouillon, interrogé dans les couloirs de la Chambre sur ses intentions, a déclaré qu'il n'avait pas renoncé à sa demande d'interpellation sur la politique générale. Il s'est entretenu à ce sujet avec M. Aristide Briand, et doit pourvoir prochainement, c'est-à-dire dans la

soirée ou demain, cette conversation avec le président du Conseil.

M. Franklin-Bouillon a précisé à nouveau que son intervention ne marquerait aucune hostilité à l'égard du Gouvernement.

#### LE PRIX DU PAIN DANS LE NORD

#### Il sera porté à 2 fr. 20 samedi

Après une discussion d'environ une heure et demie, la Commission des farines dans le Nord a arrêté le prix de la farine à 245 fr.

Le préfet lui-même présidait, et disposait peut-être, au début, à ne pas lâcher du fil, il a été obligé de reconnaître qu'il fallait en passer par là. Évidemment, au point où nous en sommes, il n'y a pas de raison pour qu'on arrête.

Encore devons-nous remarquer que les ministres ne sont pas satisfaits de cette taxation, et ils estiment que c'est le chiffre de 255 fr. qu'il aurait fallu prendre.

De même, selon eux, le bœuf vaut 190 fr. 80; le préfet a estimé qu'on pouvait s'arrêter au prix de 185 francs.

De toutes ces décisions, il résulte que le pain, à partir de samedi, sera payé à 2 fr. 20 le kilo.

#### LA RÉFORME DES CONSEILS DE GUERRE

Paris, 10 juin. — La séance est ouverte à 13 h. 10, sous la présidence de M. de Selles.

On discute le projet de révision des codes de justice militaire et la proposition de M. Louis Martin tendant à restreindre la compétence des tribunaux militaires au profit des juridictions civiles.

Le rapporteur, M. Guillaume Pouille a la parole; il fait l'histoire de la législation actuelle et expose l'économie du projet.

On entend ensuite M. Louis Martin (Var), qui déclare que le projet de la Commission lui donne satisfaction, en ce qui concerne l'appel, mais il faut se rappeler au texte de la Commission et à ses réjouissances de la disparition des conseils de guerre.

Le général Hirschauer dit qu'il tient à apprendre le résultat de son enquête.

Tout d'abord, le conseil de guerre n'est pas un tribunal, c'est un jury et un jury très émotif, et il explique que les conseils de guerre en temps de paix étaient souvent trop indulgents pour ne pas avoir à appliquer les peines trop sévères du Code de justice militaire.

Il terminait, il insiste, pour qu'on n'énerva pas l'esprit militaire et l'autorité du commandement.

En temps de guerre, songeait-il, c'est nécessaire d'assurer l'exemple au regard de l'ensemble des corps de troupe, qui doit alors déterminer toute autre considération. (Très bien et vifs applaudissements.)

On entend encore M. Osella, sous-préfet de l'Etat à la guerre.

Finalement, les six premiers articles du projet sont adoptés.

La suite de la discussion est reportée à vendredi 16 h. et la séance est levée à 18 h.

#### LE CONGRÈS DES RETRAITES DES CHEMINS DE FER

Paris, 10 juin. — La Fédération nationale des retraités des chemins de fer français et coloniaux a tenu, aujourd'hui, la première séance de son congrès.

Le congrès a pour principal objet de demander aux Pouvoirs publics la mise en vigueur d'un statut des retraités, qui fut prévu par une loi prononcée en 1921.

Le congrès a pour principal objet de demander aux Pouvoirs publics la mise en vigueur d'un statut des retraités, qui fut prévu par une loi prononcée en 1921.

Le congrès a pour principal objet de demander aux Pouvoirs publics la mise en vigueur d'un statut des retraités, qui fut prévu par une loi prononcée en 1921.

Le congrès a pour principal objet de demander aux Pouvoirs publics la mise en vigueur d'un statut des retraités, qui fut prévu par une loi prononcée en 1921.

Le congrès a pour principal objet de demander aux Pouvoirs publics la mise en vigueur d'un statut des retraités, qui fut prévu par une loi prononcée en 1921.

Le congrès a pour principal objet de demander aux Pouvoirs publics la mise en vigueur d'un statut des retraités, qui fut prévu par une loi prononcée en 1921.

Le congrès a pour principal objet de demander aux Pouvoirs publics la mise en vigueur d'un statut des retraités, qui fut prévu par une loi prononcée en 1921.

Le congrès a pour principal objet de demander aux Pouvoirs publics la mise en vigueur d'un statut des retraités, qui fut prévu par une loi prononcée en 1921.

Le congrès a pour principal objet de demander aux Pouvoirs publics la mise en vigueur d'un statut des retraités, qui fut prévu par une loi prononcée en 1921.

Le congrès a pour principal objet de demander aux Pouvoirs publics la mise en vigueur d'un statut des retraités, qui fut prévu par une loi prononcée en 1921.

Le congrès a pour principal objet de demander aux Pouvoirs publics la mise en vigueur d'un statut des retraités, qui fut prévu par une loi prononcée en 1921.

Le congrès a pour principal objet de demander aux Pouvoirs publics la mise en vigueur d'un statut des retraités, qui fut prévu par une loi prononcée en 1921.

Le congrès a pour principal objet de demander aux Pouvoirs publics la mise en vigueur d'un statut des retraités, qui fut prévu par une loi prononcée en 1921.

Le congrès a pour principal objet de demander aux Pouvoirs publics la mise en vigueur d'un statut des retraités, qui fut prévu par une loi prononcée en 1921.

Le congrès a pour principal objet de demander aux Pouvoirs publics la mise en vigueur d'un statut des retraités, qui fut prévu par une loi prononcée en 1921.